

A propos de : Céline Pessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil (dir.), Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre, Paris, éditions La Découverte, coll. Cahiers Libres, 2013, 309 p., 24€.

Le livre collectif, sous la direction de Céline Pessis, Sezin Topçu et Christophe Bonneuil a reçu un large accueil depuis sa parution à la rentrée 2013. Il faut dire qu'à l'heure où la seule finalité politique légitime semble être la conquête de quelques dixièmes de points de croissance par la soumission totale aux besoins du capital, revenir sur ce qu'ont été les « Trente Glorieuses » permet un retour réflexif sur une période de mutation sociétale qui hante l'imaginaire collectif. Loin de la vision euphorisante des élans modernisateurs qui succéda à la deuxième guerre mondiale, que s'est-il vraiment joué pendant cette période au-delà de la compilation des statistiques d'équipement des ménages et d'augmentation de la productivité ? Les conflits d'alors n'ont-ils porté que sur la répartition des fruits de la croissance, ou d'autres types de contestations ont-ils existé ? Que nous apprennent, aujourd'hui, ces contestations et leur histoire ? A quoi le découpage historique de cette période (1946-1975) est-il lié ? Comment fait-il sens ? Enfin, comment procéder à une autre lecture de cette période pour ne pas tomber dans le piège progressiste qui dit que maintenant que l'on sait que tout ne va pas bien, ça va pouvoir aller mieux ? Voilà une série de questions auxquelles ce livre se propose de répondre.

L'ouvrage est organisé en deux grandes parties. La première analyse ce que fut « la geste modernisatrice » dans la France d'après-guerre. L'on y voit se construire une France qui, cherchant à rompre avec son passé vichyste et renonçant progressivement à son empire colonial, entreprend de se doter d'une nouvelle identité, d'une nouvelle grandeur nationale : la société de consommation, la bombe atomique ou même la notion de « productivité » seront tout à la fois les agents et les acteurs de cette construction. La deuxième partie se concentre sur les contestations qui jalonnèrent cette « révolution silencieuse du progrès » et la marginalisation de ces critiques. S'y retrouvent certaines thématiques de la première partie, mais aussi la pensée d'intellectuels bien connus dans le mouvement écologiste (tels que Bernard Charbonneau et Jacques Ellul), ainsi que les situationnistes, les syndicats de salariés, les mineurs d'uranium au Gabon, au Niger et à Madagascar, ou encore des pêcheurs amateurs... Le tout donne à voir, dans un nouvel éclairage qui cherche à tracer une voie pour une « contre-histoire », la mise en œuvre politique et sociale de ce qui a été fréquemment appelé « la modernité ». Cette « contre-histoire » s'appuie d'abord sur une critique environnementale qui met en avant les « dégâts du progrès » sur les travailleurs, les habitants, les espaces et la nature. Le livre est en effet à la fois une histoire des faits (les pollutions par exemple), avec leur versant social (incarné dans les contestations populaires ou la critique intellectuelle) et un appel aux historiens à reconsidérer les « acquis » sur cette période : « il est fréquent de voir mentionner, dans les ouvrages d'histoire les plus récents et les plus sérieux, les Trente Glorieuses comme une période allant de soi, et dont la seule énonciation du nom suffit à la décrire » (p.7). Malgré sa cohérence et son sérieux, cette double dimension de l'ouvrage en alourdit parfois la lecture, en particulier pour les profanes attirés - à juste titre - par l'objet du livre.

Une critique environnementale des « Trente Glorieuses »

C'est par ce thème que s'ouvre le premier article du livre. Afin de rendre compte de « l'impact environnemental et sanitaire des décennies de haute croissance », Christophe Bonneuil et Stéphane Frioux se proposent de rebaptiser « Trente Ravageuses » la période allant de 1946 à 1975.¹ Un premier pas un peu provocateur qui, s'appuyant sur une compilation de chiffres, ne sera pas sans contradiction avec les invitations à ne pas se satisfaire de l'accumulation de statistiques et à

déconstruire la délimitation historique des « Trente Glorieuses », même si « du point de vue du système Terre, celles-ci représentent la « grande accélération« de l'anthropocène » (p.43).

C'est en effet durant cette période que sera défini un nombre important de problèmes environnementaux avec une vision économiciste et technicienne,² aujourd'hui largement dominante et renforcée par les multiples alertes à la crise environnementale.

Dans un article consacré à la pollution atmosphérique, Stéphane Frioux fait très justement remarquer que « les principales critiques de la pollution n'ont en effet pas toujours été formulées par ceux qui la subissaient, mais par ceux qui contribuaient à sa production » (p.100). Par exemple, les industriels réunis au sein du Comité d'action technique contre la pollution atmosphérique parvinrent en effet à s'imposer comme les représentants légitimes des désordres qu'ils créaient. Avec l'aval des responsables politiques et par une politique de captation des scientifiques, ils contribuèrent ainsi à déplacer le problème de la pollution de l'air, d'abord attribué aux rejets industriels, sur les particuliers.

La victoire de l'idéologie productiviste

L'histoire des « Trente Glorieuses » c'est aussi celle de la victoire de l'idéologie productiviste. Elle s'épanouit dans le récit partagé des élites et des historiens d'une nouvelle « révolution industrielle » présentée comme ne dépendant plus du politique mais du « progrès technique ».³ Pour les auteurs de cet article, c'est à ce moment que se crée un consensus intellectuel entre la recherche historique, les économistes et l'ensemble du spectre politique. Maurice Thorez (secrétaire général du PCF) déclare ainsi en 1944 : « produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe » (p.63). Aux côtés des économistes et des planificateurs, les historiens se livrent alors à une compilation de statistiques, contribuant ainsi directement à construire les cadres techniques et cognitifs de la nouvelle croissance économique. De cette rencontre naîtra le PIB, support d'une « vision linéaire et optimiste de la « révolution industrielle« » donc, implicitement, de l'augmentation du bien-être des populations. Toute opposition à cet optimisme triomphant dans les chiffres était inévitablement renvoyée à un passéisme crasseux, lui ôtant alors toute crédibilité. Un attrait de l'article de J.-B. Fressoz et F. Jarrige est de souligner que les travaux des historiens de la révolution industrielle menés entre 1880 et 1920 soulignaient fortement la paupérisation des classes laborieuses et la rudesse des conditions de travail dans les usines et manufactures. De même, la génération suivante d'historiens, marquée par la crise de 1929, s'est intéressée au caractère cyclique et aux fluctuations des processus d'industrialisation dans un discours toujours emprunt de pessimisme. Ce n'est qu'à partir des années 1950 que l'industrialisation apparaît, pour les historiens, comme la première étape d'un processus de croissance destiné à se généraliser au monde entier. L'euphorie modernisatrice et son idéologie plongeront alors leurs racines dans le terreau très fertile du « développement ».⁴

La « productivité » deviendra le maître-mot de cette modernisation : « la clé de la connaissance économique et sociale ». Cette idée sera popularisée par des essais d'un genre nouveau, développé par l'économiste-technocrate à qui l'on doit l'expression « Trente Glorieuses » : Jean Fourastié.⁵ En 1947, il publie « La civilisation de 1960 », dans lequel il « avan[ce] que seule la productivité permettrait à la France de retrouver sa place dans le peloton de tête » tout en popularisant « l'idée d'une évolution inévitable vers une société de loisirs et d'abondance » (p.84-85). Enfin la fin des conflits ? Peut-être y a-t-on naïvement cru. A travers la création de l'Association française pour l'accroissement de la productivité (AFAP), Fourastié va effectuer plusieurs missions aux États-Unis pour s'y inspirer des méthodes mises en œuvre dans les usines : « [les missionnaires] croyaient observer que les usines américaines avaient dépassé les conflits nés de l'organisation scientifique du

travail pour communiquer dans l'utopie d'un monde industriel sans tensions » (p.91). Par la suite, Foursatié écrira de multiples essais pour vulgariser les notions de « croissance », « productivité », « niveau de vie » qui nous sont aujourd'hui si familières.

Les frontières spatiales et temporelles des « Trente Glorieuses »

Critiquer l'histoire consensuelle des « Trente Glorieuses », c'est aussi reconsidérer les frontières spatiales et temporelles de ce grand récit. Les articles consacrés au développement du nucléaire⁶ et à celui de l'agriculture⁷ ont en commun de faire voler ces frontières en éclats.

Pour Gabrielle Hecht l'énergie atomique s'est petit à petit inscrite dans le territoire et le patrimoine nationaux, remplaçant progressivement la grandeur perdue de l'empire. La bombe venait redonner, par la puissance de la technique, un rayonnement mondial à la nation française. Au sein de celle-ci, chaque région pouvait s'enorgueillir, par l'installation de telle usine ou de telle centrale, d'une contribution spécifique. Cette poussée technique n'a cependant été possible que par la mise à contribution des DOM-TOM, des anciennes colonies ou d'autres pays tiers pour l'approvisionnement en uranium ou pour faire exploser les bombes des essais nucléaires. Ces nouvelles relations avec l'Afrique furent aussi le cadre dans lequel se déploya la « Françafrique » : des accords français « selon lesquels la France interviendrait pour soutenir certains présidents africains en cas de coup d'État » (pp.165-166). Enfin, l'histoire ne se trouve pas que dans les cartons d'archives et s'inscrit aussi dans les corps des travailleurs. C'est donc à travers la parole des anciens mineurs, que Gabrielle Hecht invite à « comprendre les maladies du présent comme les traces des expositions dans le passé ; montrer la toxicité des objets qui représentaient, à une certaine époque, le développement ; affirmer, en somme la trahison des promesses du « progrès » et de la « modernisation » » (p.175).

De même, ne considérer la modernisation agricole qu'au sein des frontières françaises, c'est-à-dire sans tenir compte de ses premiers échecs retentissants sur les terres africaines ne sera plus envisageable après la lecture de l'article de Céline Pessis. Un épisode oublié qui résonne pourtant fortement au moment où la financiarisation de l'agriculture délocalise la production agricole sur de vastes surfaces qui s'achètent et se louent à coup de milliers (voir dizaine de milliers) d'hectares sur la planète. Pendant la guerre et la reconstruction d'après-guerre, l'approvisionnement en matières grasses fut une préoccupation majeure pour l'économie métropolitaine. La rareté du produit était accentuée par la pénurie de la main d'œuvre. « Le projet mécanisateur⁸ émergea ainsi entre impératifs productifs métropolitains, libéralisation de la main d'œuvre coloniale et ouverture internationale des échanges. Ces tensions semblaient alors pouvoir être résolues par la puissance de la machine » (p.140). Davantage encore, la mécanisation se justifiait par des préoccupations environnementales. Il s'agissait de répondre par une agronomie moderne et scientifique aux problèmes de désertification et d'utilisation des sols. C'est tout l'inverse qui arrivera. Les problèmes d'érosion étaient amplifiés par la mécanisation qui déstructura en même temps le fonctionnement des sociétés paysannes accusées d'en être responsables ! Se donnait alors à voir sur les terres africaines ce qui ne se disait pas en métropole : « le tracteur relégua les paysans à un rôle de manœuvres et d'auxiliaires de la machine. Il incarnait un développement sans paysans africains, où machines et techniciens français affrontaient seuls la nature hostile des Tropiques » (p.144). Les leçons de cet échec total ne seront pas tirées au bénéfice des paysans, mais dessineront les politiques de développement à venir dans les anciennes colonies. « L'échec du vaste programme de mécanisation agricole de l'après-guerre contribua ainsi à rendre souhaitables [en métropole] la décentralisation puis la décolonisation politiques. (...) Le reflux de la mécanisation s'accompagna de sa construction comme horizon de développement pour les experts agricoles (dont le rôle ne cessa de s'accroître avec la décolonisation politique) » (p.152). Ce récit complète l'histoire de la

modernisation métropolitaine et de ses conséquences en jetant une lumière nouvelle sur les controverses environnementales et les impasses du développement agricole industriel, aussi « verdi » soit-il actuellement.

Les résistances au progrès

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée « aux résistances au progrès et à l'art de les marginaliser ». Au-delà de quelques intellectuels plus ou moins en rupture avec leur temps, qui sont ceux qui se sont opposés aux destructions des « Trente Ravageuses » ? Quelles empreintes ont-ils laissé dans l'histoire des mouvements sociaux ? Voici comment l'on pourrait résumer les idées générales de l'ouvrage : les contestations se sont heurtées à un positivisme indépassable, parfois partagé, et ceux qui ont progressivement construit un mouvement social se sont heurtés aux expertises techniques et au « gouvernement de la critique ». Tous ces efforts ont-ils alors été vains ? Non, au dire de nos historiens qui proposent aussi de voir dans Mai 68 l'explosion au grand jour des différents terrains de la critique du « progrès ».

Émergence de la critique de la vie quotidienne

Kristin Ross, dans son article « la critique de la vie quotidienne », rappelle les conditions de la « naissance d'une pensée critique du quotidien » menée en premier lieu par Roland Barthes et Henri Lefebvre, dans la continuité desquels s'inscrit l'auteur. Ils portent leur attention sur le passage, en France, d'une « culture populaire » à une « culture de la consommation » calquée sur le « mode de vie américain ». Ils nous proposent une clé de lecture qui articule ce passage avec le phénomène de perte des colonies. L'empire colonial et les modes de vie populaire (culture traditionnelle paysanne ou culture urbaine ouvrière) étaient renvoyés à un même archaïsme. Il fallait alors entrer dans la modernité, la consommation, la culture de masse. « Avec le déclin de son empire, la France se serait livrée à une forme de colonialisme intérieur : les techniques administratives rationnelles développées dans les colonies auraient été ramenés à la maison et utilisées par les nouvelles innovations technologiques telles que la publicité pour réorganiser la société métropolitaine et la « vie quotidienne » des citoyens » (p.279). Cette « histoire critique du temps présent » que nous proposent les auteurs, relève « cette grande abstraction connue comme le capital multinational [s'infiltrant] dans nos vies et nos consciences » (p.271). Le « quotidien » est conceptualisé et choisi comme « point de départ d'une critique du capitalisme » (p.274). Alors que Kristin Ross fait vivre cette pensée à travers ses propres travaux, elle se demandera, à la fin de son article, si ce projet critique n'avait pas été « enterré et le décor [posé] pour la décennie à venir, celle du « développement durable » » (p.280).

Les syndicats et l'environnement

Qu'en est-il des syndicats de travailleurs dans cette période où les usines poussaient partout et le travail abondait ? Encore une fois, l'angle d'analyse choisi est la naissance des préoccupations environnementales. Par cette entrée, Renaud Bécot, dans son article,⁹ se penche sur un discours implicite qui « tend à circonscrire la sphère d'action syndicale en énonçant trois fondamentaux : développer (ou redresser) les forces productives ; négocier une part plus importante des richesses produites en faveur des salariés, enfin, inscrire son activité à l'intérieur des frontières des entreprises et de la relation salariale, en se refusant d'interroger les modalités et les finalités de la

production » (p.231). Cette démarche de l'auteur est motivée par « les carences d'une historiographie qui reste encore peu attentive aux discours syndicaux sur les « dégâts du progrès » (CFDT, 1977) » (p.231), rappelant à juste titre que l'histoire du mouvement environnemental ne s'est pas intéressée aux archives syndicales. L'auteur souligne que si « les syndicalistes conservaient une croyance dans la croissance comme conjoncture favorisant l'amélioration des conditions de vie [...], [ils] réfutèrent fréquemment l'idée selon laquelle l'augmentation de la productivité pourrait constituer en soi un « progrès social » » (p.233). Ce qui montre ici une rupture avec le discours de Fourastié énoncé plus haut. Plusieurs éléments alimentaient alors cette méfiance : répartition des fruits du capital bien sûr, mais aussi dégradations des conditions de travail dues à l'augmentation des cadences et aux exigences accrues pour entretenir des gains de productivité toujours croissants. Pour autant, les critiques s'établissaient plutôt sur les modalités (gestion des innovations et des changements de postes) et la finalité (satisfaire les besoins des capitalistes) que sur le projet technicien et industriel d'aménagement du territoire. Le nerf de la guerre était la liaison des salaires avec les gains de productivité. Les positions des syndicats différaient sur le sujet alors que Fourastié intervint directement pour défendre « la productivité comme principe global d'orientation de l'économie » (p.235). A partir des années 1950, l'utilisation des produits dangereux (produits chimiques ou radioactifs) invita les syndicats à élargir les questions du bien-être des salariés, ouvrant timidement la porte aux questions environnementales. Cette ouverture sur un objet en partie extérieur au « travail » se confrontait alors à l'imaginaire du groupe d'ouvriers cohérent et reclus à l'intérieur des enceintes industrielles. Entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, à l'heure du constat de « l'embourgeoisement des ouvriers » par les biens de consommation manufacturiers, les syndicats (CGT et CFDT en tête) s'interrogent sur leurs identités et refusent de considérer l'adoption « du mode de vie américain » comme un progrès social. Ainsi, « la lutte contre l'exploitation au travail (...) s'articule peu à peu à une réflexion sur les modèles de production et de consommation » (p.241). Dans les années 1970, alors que la CFDT, à la suite de la publication de « Les dégâts du progrès » (1977) va construire des liens avec des mouvements écologistes, la CGT dénonce les postures « antiscientifiques » de ces derniers. Pour la CGT, les travailleurs doivent bénéficier des avancées de la science et des techniques. Malgré tout, le mouvement social de Mai 68 voit se joindre sur la place publique écologistes et syndicalistes légitimés dans leur discours face aux technocrates. Que retenir de tout cela aujourd'hui ? A l'heure où la majorité des réponses proposées face à la crise environnementale visent à moraliser (de manière plus ou moins coercitive) le comportement des individus, l'auteur nous rappelle que « les analyses syndicales passées suggèrent une approche alternative, qui réhabilite les capacités d'action sociale face à la crise écologique » (p.244). A condition, continue-t-il, de ne pas tomber dans le piège de la division entre intérieur et extérieur de l'usine. En effet, comme le montre l'ensemble du livre, les « Trente Glorieuses » ont représenté une version accélérée et presque transcendante du capitalisme, s'attaquant autant au travail, qu'à la vie quotidienne, à l'espace, à la ville et à la nature. En étudier les conséquences et y penser des oppositions nécessite alors de s'affranchir des séparations entre ces différents objets. C'est une condition pour voir la cohérence du système et proposer des alternatives radicales (qui le prennent à la racine).¹⁰

La critique du développement ?

Dans ce travail ambitieux proposé par ce collectif d'historiennes et d'historiens, c'est peut-être un effort de synthèse qui manque le plus. Il est cependant difficile de faire ce reproche à un livre qui tente d'abord d'ouvrir des espaces pour une recherche historique critique. Cependant, nous pouvons regretter que l'histoire et la mobilisation du concept de « développement » ne soient pas plus souvent convoquées. Elles auraient permis de tirer des continuités claires dans le temps (jusqu'à aujourd'hui) et l'espace, ce que font certains auteurs, notamment Kristin Ross avec la notion de

« développement durable » comme artefact de la « digestion » hégémonique des critiques environnementales, ou Céline Pessis avec le développement comme nouvel horizon des politiques post-coloniales. Nous rappellerons succinctement que le vocable de « développement » apparaît sur la scène internationale en même temps que les « Trente Glorieuses », en 1946, dans le point IV du discours du président Truman. Il divise alors le monde en deux parties : les pays développés (les États-Unis en tête), et les autres, « sous-développés ». Le monde entier est donc enjoint à prendre la « voie du développement », c'est-à-dire le mode de production, de consommation et d'organisation de la vie, des États-Unis. Le concept de développement offre un cadre d'analyse large et fécond pour situer les dynamiques économiques et idéologiques à l'échelle de la planète.¹¹ Il offre aussi une hypothèse à l'explication du changement de discours sur les processus d'industrialisation des historiens anglais souligné dans l'article de Fressoz et Jarrige mentionné plus haut.

Au-delà de cette remarque, nous pouvons signaler l'effort de construction du livre qui offre une cohérence à un ensemble de textes qui auraient pu paraître très hétérogènes par l'éventail de leurs thématiques (dont on aurait cependant aimé une justification). Mais ne cachons pas notre satisfaction face à ce riche travail. Le livre rappelle que l'historiographie est un processus continu et qu'on échappe difficilement à son époque. Il s'y inscrit alors ouvertement en affichant sa double volonté de dévoiler les conséquences environnementales et sociales des « Trente Glorieuses », mais aussi – comme il est écrit en quatrième de couverture – « de les réinscrire dans les combats politiques et écologiques contemporains ».

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

1. ↑ Jean-Baptiste Fressoz et François Jarrige, « L'histoire et l'idéologie productiviste. Les récits de la « révolution industrielle » après 1945 », pp.61-79
2. ↑ On devrait même dire « gestionnaire », si le mot, en passant dans le langage courant n'avait pas perdu sa dimension économique première.
3. ↑ Jean-Baptiste Fressoz et François Jarrige, *art. cit.*
Sur le sujet, voir le livre de Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013 (2007), à juste titre cité par plusieurs auteurs du livre.
5. ↑ Régis Boulat, « Jean Fourastié, apôtre de la productivité. Dire et administrer le « progrès » », pp.81-98.
Gabrielle Hecht, « L'empire nucléaire. Les silences des « Trente Glorieuses » » (pp. 159-178)
6. ↑ et Sezin Topçu, « Atome, gloire et désenchantement. Résister à la France Atomique avant 1968 » (pp. 189-209).
7. ↑ Céline Pessis, « La machine au secours de l'empire colonial. La mécanisation de l'agriculture et ses détracteurs en Afrique tropicale française », pp. 137-157.
8. ↑ C'est-à-dire l'utilisation de tracteurs.
9. ↑ Renaud Bécot, « Les germes de la préoccupation environnementale dans le mouvement syndical. Sur les rapports entre syndicalisme et productivisme », pp. 231-248.

Sur cette thématique, voir l'ouvrage coordonné par Cédric Bagini, Guillaume Carnino et

10. ↑ Patrick Marcolini, *Radicalité, 20 penseurs vraiment critiques*. Ed. L'échappée, collection Frankenstein, Montreuil, 2013.
11. ↑ Sur le sujet, voir les travaux de Gilbert Rist, cités plus haut et François Partant, *La fin du développement, naissance d'une alternative ?*, Actes Sud, Coll. Babel, 2011 (1982).